

**COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
ASSEMBLEE DE CORSE**

4EME SESSION EXTRAORDINAIRE POUR 2016

23 ET 24 JUIN

N° 2016/E4/039

**QUESTION ORALE DEPOSEE PAR M. Christophe CANIONI
Au nom du Groupe «FRONT NATIONAL»**

OBJET : T.P.E.

L'économie corse traverse une crise sans précédent.

Elle résulte, bien sûr, de la situation générale de l'économie nationale, européenne, et mondiale.

Mais si nous revenons à ce qui occupe et nous préoccupe, c'est-à-dire l'économie de la Corse, nous constatons que tous les indicateurs sont au rouge.

Quelques chiffres illustrent la situation générale et la réalité de l'économie insulaire actuelle :

⇒ **22 000** chômeurs,

⇒ **3^{ème}** région la plus pauvre de France,

⇒ **3^{ème}** région où les inégalités sont les plus fortes,

⇒ **La Corse à l'un des plus mauvais taux d'insertion des jeunes en matière de scolarité et d'emploi,**

⇒**et plus étonnant, la Corse figure en bas de classement parmi les régions françaises pour sa qualité de vie.**

Voilà brossé le tableau de la triste réalité de l'économie corse et ses conséquences sur la vie de nos compatriotes.

Les récentes assises des TPE/PME qui se sont déroulées le 2 juin dernier à Ajaccio, en présence de Martine Pinville, secrétaire d'Etat chargée du commerce et de l'artisanat, n'ont pas tenu leurs promesses de l'avis des professionnels.

Je rappelle les propositions de la secrétaire d'Etat : création d'une «*cellule de détection des difficultés*» et annonce d'une enveloppe de 20 millions d'euros pour aider les entreprises en difficulté.

On comprend aisément la désillusion des professionnels qui s'attendaient à des propositions plus fortes et ambitieuses.

En effet, la création d'une «*cellule de détection des difficultés*» est un enfumage et les 20 millions d'euros un effet d'annonce, bien dans la tradition du gouvernement socialiste. Au delà des rodomontades du gouvernement, les entreprises, TPE, comme PME, sont étranglées par la surfiscalité qui paralyse l'initiative, un marché littéralement atone et pour couronner le tout, les charges sociales et l'emblématique RSI dont l'acronyme sonne comme une sentence pour les chefs d'entreprises, sont directement responsables de nombreuses faillites.

De l'aveu même du 1^{er} ministre, Manuel Walls, «**le RSI, qui a été réformé il y a quelques années est un désastre**» et de préciser que «**l'éventualité de supprimer le régime social des indépendants et de le rattacher au régime général est une possibilité**». On attend toujours. Selon un sondage, plus de 80% des chefs d'entreprises se déclare pessimistes sur le climat des affaires et 60% sont pessimistes pour l'avenir de leur entreprise, selon la revue« le Baromètre des TPE » publiée ce mois-ci.

Monsieur le Président, vous le savez, le tissu économique corse est composé essentiellement de plus de 90% de TPE qui représentent près de la moitié du salariat insulaire. Outre les propositions alambiquées de la secrétaire d'Etat, lors de ces assises, l'Exécutif de Corse n'a pas fait preuve d'originalité en matière de propositions face à l'urgence de la situation. Les entreprises ne veulent plus être les vaches à lait d'un système politique et économique insulaire comme national, désuet, incapable de se réformer et ne trouvant de ressources que dans l'augmentation et la création de nouvelles taxes.

Monsieur le Président, les entrepreneurs corses, attendent de l'exécutif de

Corse des solutions rapides, concrètes, efficaces et pérennes et non de vagues promesses qui n'engagent que ceux qui y croient.